

M 04249 - 25 - F: 1,20 €

RÉGULARISATION de TOUS

les SANS-PAPIERS!

10 OCT. Manif nationale

TOU

8 OCTOBRE 2009 | N°25 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

CASSE PAS LA POSTE "PAUV' COIN!"



MANIFESTONS pour un RÉFÉRENDUM

Lire l'édito d'Olivier Besancenot page 2 et l'article page 3

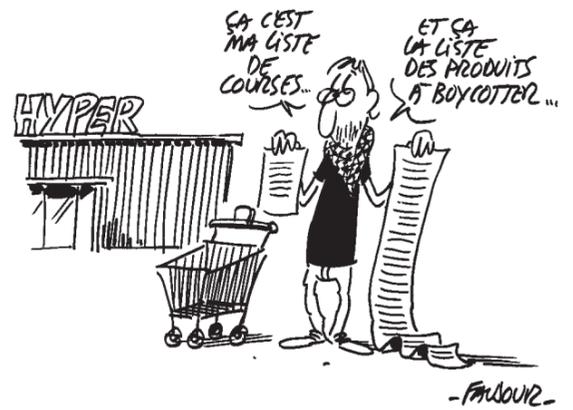
POSTE

GUINÉE

MASSACRE EN FRANÇA-FRIQUE

Le massacre de manifestants par l'armée guinéenne dans le stade de Conakry, le 28 septembre, achève de discréditer la junte militaire dirigée par Dadis Camara. Derrière la répression dont le peuple guinéen est victime se cachent les intérêts de la franc-frique. La population continue de faire les frais de cette complicité, déjà entretenue du temps du défunt président dictateur Lansana Conté. La diplomatie française fait mine de s'indigner, mais les faits demeurent. **LIRE PAGE 8**

PALESTINE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Le 10 octobre nouvelle étape dans la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) à l'égard d'Israël. Des actions auront lieu dans toute la France, et notamment à Montpellier contre l'entreprise Agrexco. **LIRE PAGE 4.**

RETRAITES LES FEMMES, PRIVILÉGIÉES ?

Dans sa manie de tout niveler vers le bas, le gouvernement, sous couvert d'égaliser l'âge de départ en retraite entre les hommes et les femmes, souhaite l'allonger pour les femmes. Dans la continuité de la casse symptomatique des retraites, on voudrait nous faire oublier que l'avantage familial est la mince compensation d'une vie professionnelle complètement déséquilibrée entre les hommes et les femmes. **LIRE PAGE 10.**



édito

Par **Olivier Besancenot**

CASSE PAS LA POSTE, PAUV' CON !

Impressionnant. La votation citoyenne contre la privatisation de la poste est un vrai succès.

Plus de 2 millions de votants, c'est beaucoup, c'est au-delà des prévisions les plus optimistes et ça regonfle le moral.

D'abord celui des postiers qui reçoivent un net soutien à leur action. Mais c'est bon pour tout le monde. Cela montre que la contestation, le mécontentement sont bien présents. Il est de la responsabilité de toute la gauche syndicale, associative et politique, sans sectarisme et sans exclusive, de leur permettre d'éclater au grand jour. Il faut infliger une défaite sociale à ce gouvernement. La votation citoyenne, c'est aussi la victoire d'une méthode, celle de l'unité la plus large, celle de l'engagement militant pluraliste sur le terrain.

Il y a mille sujets sur lesquels nous pouvons, nous devons nous battre. Mais puisque c'est sur la menace de privatisation de la poste que les choses se sont nouées, poursuivons, approfondissons. Les porte-flingues de Sarkozy ont senti le danger et se précipitent dans les médias pour dénoncer la légitimité de la votation. Eh bien s'ils veulent véritablement connaître l'avis de la population, qu'ils organisent un référendum!

Comme le résultat est largement prévisible, il est évident qu'ils n'en prendront pas le risque. Pire, le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, vient d'indiquer que le texte permettant la tenue de référendums d'initiative populaire sera discuté d'ici à la fin de la session parlementaire, fin juin 2010, c'est-à-dire... après la réforme de la poste. Alors, il faut faire monter la pression d'un cran. Par la grève des postiers, en organisant une manifestation nationale et en poursuivant la votation pour faire monter le score du référendum populaire. Et pourquoi pas, porter les bulletins de vote en manif à l'Élysée ?

à noter

10 OCTOBRE, SANS-PAPIERS, PARIS.

Manifestation nationale unitaire pour la régularisation de tous les sans-papiers. Départ à 14 heures du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, 14, rue Baudelique, Paris 18^e, en direction du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

10 OCTOBRE, PALESTINE NATIONAL.

Dans le cadre de la campagne Boycott, désinvestissement sanctions contre Israël, journée de mobilisation nationale et unitaire contre l'installation d'Agrexco dans le port de Sète. Des actions seront organisées un peu partout en France, plus d'informations sur notre site www.npa2009.org

10 OCTOBRE, AMIANTE, PARIS.

Manifestation nationale pour un procès pénal des empoisonneurs, contre la suppression du juge d'instruction

Rendez-vous place de Narvik (métro Monceau), au milieu de l'avenue de Messine dans le 8^e arrondissement.

10 OCTOBRE, TRANS, PARIS. Existants 2009, 'Marche des Trans', intersexu.e.s, et de celles et ceux qui les soutiennent, sur le thème « Bachelot, encore du boulot avec et pour les trans et les intersexu.e-s ! » Départ de la marche parisienne : 14 heures, métro Jourdain, 20^e arrondissement. (Lire page 4).

DU 10 AU 17 OCTOBRE. Semaine de solidarité avec les peuples autochtones des Amériques. (Voir pages 6 et 7).

11 OCTOBRE, TUNISIE, PARIS.

Le collectif pour le boycott des élections d'octobre, en Tunisie organise un rassemblement pour dénoncer cette

mascarade électorale. RV à Couronnes (Métro Couronnes, ligne 2), dimanche 11 octobre 2009 à partir de 13 heures. Infos : boycottelections2009.net

17 OCTOBRE, DROITS DES FEMMES, PARIS.

Manifestation nationale, à l'appel du Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) et soutenue par 90 associations, syndicats et organisations politiques. Départ à 14h30 de Bastille.

23 OCTOBRE, LA BRÈCHE, PARIS.

La librairie La Brèche vous invite à une rencontre avec Isabelle Garo, « Entre impuissance et toute-puissance : le rôle politique des idées », vendredi 23 octobre à 19 heures, 27 rue Taine, métro Daumesnil.

24 ET 25 OCTOBRE, PALESTINE, PARIS.

Dans le cadre de la campagne Boycott, désinvestissement sanctions contre Israël, un week-end de formation est organisé en région parisienne. Si vous souhaitez vous inscrire ou obtenir plus d'informations, envoyez un mail à atelierbds@yahoo.fr

TOUS LES DIMANCHES, RESF, PARIS.

Rassemblement et ronde sur le parvis de Notre-Dame, de 16 à 17 heures, à l'appel du Réseau éducation sans frontières (RESF), contre la politique xénophobe du gouvernement, jusqu'au 20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant le 20 novembre.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Liliane Atticot (DR)

Propos recueillis par Cyrille Guieu et Vincent Touchaleaume

GRÈVE AU RECTORAT DE GUYANE 4 SEMAINES POUR UNE UNITÉ GAGNANTE !

Entretien avec Liliane Atticot, porte-parole du mouvement des grévistes du rectorat de la Guyane.



Comment votre mouvement a-t-il commencé ?

L'année dernière, nous avons fait des investigations exhaustives auprès des établissements scolaires pour recenser les besoins et les personnels d'administration et d'intendance en poste. À cette occasion, nous avons constaté qu'il y avait énormément de personnes affectées dans les établissements ou au rectorat, sans financement. Il s'agissait de contractuels recrutés pour faire face aux besoins croissants de l'académie. L'Unsa-éducation a lancé un mouvement de deux jours de grève en juin pour dénoncer cette situation et demander la création des postes nécessaires. À l'issue de ce premier mouvement, le recteur nous a promis quinze postes supplémentaires à la rentrée pour pérenniser la situation de ces personnels doublement précaires : contractuels et sans support financier clair. Mais à la rentrée, la situation était catastrophique : on nous a annoncé que 25 personnes ne seraient pas réembauchées. En assemblée générale de rentrée, nous avons décidé de commencer un mouvement dur, non seulement par solidarité avec les personnes privées d'emploi mais aussi parce que la répartition de leur charge de travail allait dégrader considérablement nos conditions à tous et l'efficacité des services.

Sur quelle revendication précise avez-vous commencé l'occupation du rectorat ?

Nous avons demandé le recrutement de 50 personnes. Ce n'était pas farfelu, comme nous a répondu le recteur, ni surréaliste, comme nous a répondu Luc Chatel. Pendant deux semaines nous nous sommes heurtés à la surdité du recteur qui non seulement ne voulait pas admettre la légitimité de nos revendications, mais refusait également la venue d'un médiateur du ministère derrière lequel il s'abritait pour justifier sa position. Nous avons alors demandé un soutien de l'ensemble de la communauté éducative et très rapidement, un large front unitaire s'est constitué autour de notre lutte. Le recteur a par la suite tenté de mettre fin à notre mouvement en nous assignant en justice pour entrave à la « liberté de travailler » puis en formulant des réquisitions qui se sont avérées parfaitement illégales. C'est la grève du jeudi 24 septembre, qui a débouqué la situation. Effrayé par l'ampleur de la mobilisation, le ministère a fini par céder et a envoyé un expert pour « évaluer nos besoins réels » pendant une semaine.

Il y avait une majorité de femmes parmi les lycéens qui ont débrayé ce matin, et parmi vous...
C'est toujours comme ça en Guyane !

Peux-tu nous en dire plus sur le quotidien de votre mouvement ?

Il fallait gérer beaucoup de choses. Nous avons une équipe formidable. Mes collègues se sont montrés solidaires et déterminés dès le début du mouvement. Nous avons aussi bénéficié d'un large soutien populaire, à travers des dons en argent ou en denrées alimentaires. Ça faisait chaud au cœur.

Comment expliques-tu ce soutien ?

Il s'agissait d'éviter des licenciements de fait et pas seulement de demander des postes alors que les besoins existent. L'enquête Seraca LOLF (Services académique) ne prend pas en compte les spécificités de la Guyane et pénalise d'une manière plus générale les petites académies. Cette semaine, j'ai assisté à une réunion pour construire un Front pour l'avenir de la Guyane face à la hausse du prix de l'essence. Cet argent payé par la population va aller dans les poches de la Sara (NLDR: filiale de Total pour les Antilles et la Guyane).

Comment expliques-tu le mépris du recteur à votre égard ?

Il a progressivement perdu la confiance de la plupart des responsables du rectorat. Il n'a pas compris que sans nous, il n'existerait pas. Nous avons été confortés par les conclusions de l'expert qui a dénoncé bon nombre d'irrégularités de fonctionnement que nous signalions depuis des mois.

Vous reprenez le travail la tête haute ?

Ah oui ! Des collègues de métropole nous ont appelés pour nous demander comment nous avions fait pour gagner des postes. Nous avons aussi obtenu une programmation des recrutements sur laquelle nous resterons vigilants. Mais surtout l'acquis de cette lutte, c'est l'unité de l'ensemble des syndicats de l'éducation que nous attendions depuis longtemps.



Chronologie de la lutte

Lundi 7 septembre : début de la grève et de l'occupation par les administratifs et les intendants, à l'appel de l'Unsa et de la CGT-UTG.

Mardi 15 et 22 septembre : grèves initiées par trois syndicats enseignants (STEG-UTG, SGEN-CFDT et SUD) qui permet de lier les différentes revendications.

Judi 24 septembre : grève de soutien appelée par une intersyndicale de l'éducation très large et par les associations de parents, de lycéens et d'étudiants avec manifestation

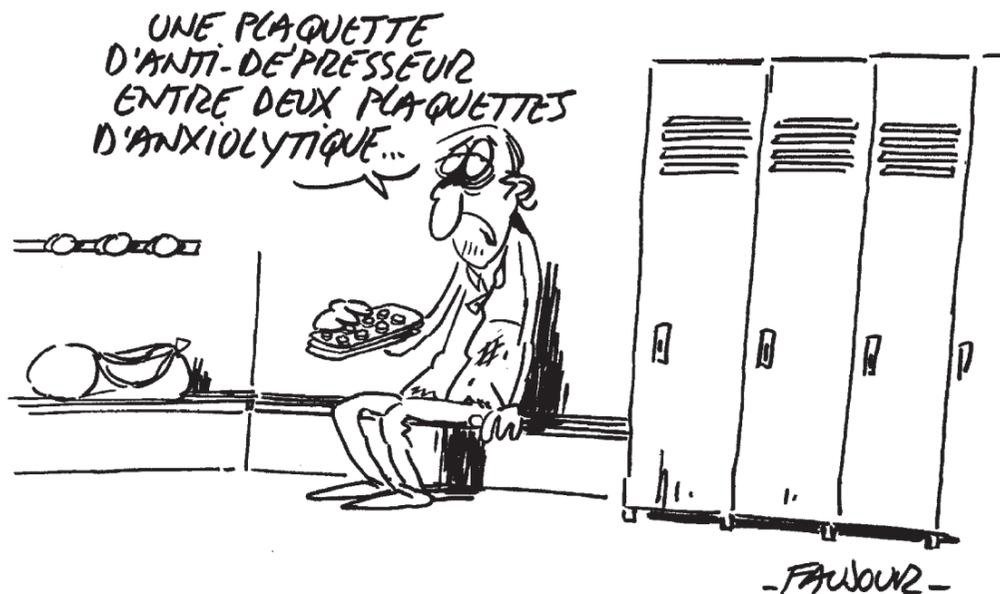
Judi 1^{er} octobre : grève à l'appel de l'intersyndicale plus réduite mais avec blocages d'établissements. Interventions de Lalsi, Taubira et de Karam sur le piquet de grève. Vote de la reprise du travail après un accord comprenant la création de 20 postes.



PRIVATISATION, MANAGEMENT... TRAVAILLER NUIT FORTEMENT À LA SANTÉ

Les politiques de restructuration et de « modernisation » engagées dans les entreprises depuis plusieurs décennies ont pour seuls buts de fragiliser le salariat et détruire les statuts des travailleurs. Il s'agit aussi d'atomiser les collectifs de travail et d'individualiser les salariés afin qu'ils produisent toujours plus, pour des profits toujours plus importants.

LA NOUVELLE RESTAURATION D'ENTREPRISE



Si vingt-quatre salariés de France Télécom se sont suicidés en un an et demi, ce n'est pas pour suivre une mode, contrairement aux propos scandaleux du PDG Didier Lombard.

Les contraintes de l'organisation du travail génèrent de la souffrance et ont des conséquences très lourdes sur la santé. Le mouvement de flexibilisation, d'individualisation et d'intensification du travail dégrade l'état de santé global des salariés, tant au niveau physique que psychologique, et touche aujourd'hui l'ensemble des catégories et notamment les cadres, soumis à une course aux résultats et à des rythmes de travail qui s'affolent. On constate, chez France Télécom comme ailleurs, le développement de certaines pathologies (troubles du sommeil, tensions musculaires, anxiété, irritabilité...) et du recours aux antidépresseurs

ou anxiolytiques ou encore l'apparition ou l'accentuation de certains comportements addictifs. Dans une enquête réalisée début 2009 par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), 41% des salariés se déclarent stressés et parmi eux, 98% attribuent au moins en partie l'origine de ce stress à leurs conditions de travail. Selon l'étude, plus l'organisation du travail est complexe, plus elle engendre le stress. Mais les troubles dont souffrent les salariés ne sont pas que psychologiques et les discours qui prétendent que les conditions de travail tendraient à s'améliorer ne sont que mensonges éhontés. Dans l'industrie, le bâtiment et les transports, le taux d'accidents du travail reste à un niveau très élevé. En 2008, la Caisse nationale d'assurance maladie a dénombré plus de 700 000 accidents avec arrêt de travail, 44 000 incapacités de travail permanente et

569 décès. Le secteur du BTP représente 8% du salariat déclaré, mais 18% des accidents avec arrêts de travail et 29% des accidents mortels. Les salariés du bâtiment cumulent des conditions de travail très pénibles (contraintes physiques, organisationnelles) et des contrats très précaires (intérim, travail dissimulé...). Dans l'industrie, les travailleurs sont fréquemment exposés à des agents chimiques, les cancers professionnels sont en constante augmentation et le nombre de salariés déclarés inaptes pour des raisons professionnelles reste extrêmement préoccupant.

Le mal-être au travail peut prendre des formes hétérogènes selon le secteur d'activité et le poste occupé, mais son origine est bien l'organisation capitaliste du travail, fortement destructrice pour la santé et l'équilibre des travailleurs: surcharge et mauvaises conditions de travail combinées à une précarité ga-

lopante qui déséquilibre encore plus le rapport de forces entre le patronat et les salariés, hiérarchie omniprésente et méthodes de management brutales et aliénantes.

Ne soyons pas dupes. La classe dirigeante fait mine de se soucier de ce qu'elle appelle pudiquement un malaise social... La multiplication « des observatoires du stress » dans des entreprises du secteur bancaire ou encore chez... France Télécom, qui l'a mis en place depuis juin 2007, pourrait prêter à rire dans d'autres circonstances. Alors que le numéro 2 de France Télécom a été débarqué pour calmer le jeu, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes, salariés du privé ou du public, pour faire reculer les projets destructeurs pour notre santé et notre avenir. La lutte pour de meilleures conditions de travail n'est pas simplement légitime, c'est une question de survie.

Christel Luce

POSTE POUR SUIVRE LA MOBILISATION

L'impressionnant succès de la votation est un encouragement pour les luttes à venir.

APRÈS ce succès populaire dû au travail et à l'action engagés sur l'ensemble du territoire par les comités locaux et départementaux relayant le Comité national pour la défense de la Poste (10 000 points de vote et 2,2 millions de participants), le gouvernement ne peut plus ignorer l'attachement de la population aux services publics et en particulier à la poste. Le président de La Poste avait annoncé que l'ouverture du capital engendrerait un changement de statut, mais que sur le fond rien ne changerait ni pour les agents ni pour les populations. La votation a été l'occasion d'expliquer largement aux usagers et aux postiers que la privatisation aurait comme conséquences des licenciements pour les uns et des hausses de tarifs pour tous. Exactement ce que chacun subit déjà quotidiennement du fait des privatisations déjà engagées à France Télécom ou à EDF. Après la grève du 22 septembre, qui a été aussi réussie que celle du 23 septembre 2008, la votation est un point d'appui supplémentaire et il est nécessaire de s'en servir pour faire monter la pression. Parmi toutes les solutions avancées pour prolonger le mouvement, celle d'une grève reconductible de l'ensemble des postiers reste nécessaire. La mobilisation doit avoir pour objectif à la fois le retrait pur et simple du projet et la bataille contre les suppressions d'emplois, l'augmentation de la charge de travail et les salaires de misère. Cette votation peut donner l'envie aux postiers de se battre. Car maintenant, ils savent qu'ils ne sont pas seuls: 2,2 millions d'usagers au moins sont derrière eux! Le Comité national, auquel le NPA participe, aura à prendre des décisions sur plusieurs actions. L'organisation d'une manifestation nationale qui aurait lieu au moment de la discussion de la loi au Sénat permettrait de rassembler un maximum de forces opposées au projet du gouvernement, postiers et usagers. C'est une bonne manière d'encourager les postiers à se lancer dans la grève. Nous devons investir le domaine où nous sommes le plus forts: celui de la lutte sur le terrain. Les collectifs locaux doivent préparer cette manifestation nationale mais aussi soutenir les luttes que mènent déjà les postiers contre les réorganisations. SUD-PTT s'est déjà positionné en faveur d'une grève reconductible des postiers, qui aura d'autant plus de poids si les collectifs la soutiennent.

Au-delà de ces deux possibilités, il ne faut pas relâcher la vigilance, maintenir la pression et veiller à ne pas dilapider l'acquis, d'où la nécessité de continuer la mobilisation. Le délai est court entre la programmation de la loi au Parlement, prévue pour la mi-octobre, mais pas encore inscrite à l'ordre du jour, et l'action à engager!

Simon et Pedro Cine

et aussi

POSTIERS CONTRE VÉLOS ÉLECTRIQUES. À Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), les facteurs sont en grève contre la restructuration de la distribution et pour la création d'emplois. La direction supprime une tournée et impose aux facteurs de se partager deux tournées segmentées entraînant la dégradation des conditions de travail. L'ensemble des facteurs s'est donc mis en grève reconductible pour obtenir une création de poste. La direction a répondu en faisant appel à des intérimaires et à des cadres pour assurer la distribution du courrier et maintenir un certain nombre de guichets ouverts, et en proposant des vélos électriques pour accélérer la rapidité des tournées! Quinze postiers en colère ont manifesté dans la ville en allant au devant de la population. Le NPA local leur a apporté son soutien.

TROIS SEMAINES, QUATRE POSTES. Engagée le 7 septembre, la grève des postiers de Château-Rouge s'est achevée trois semaines plus tard par une victoire: la direction a renoncé à supprimer les

quatre postes dans un bureau situé dans un quartier très populaire. Fort du soutien de la population et de la totalité des partis de gauche qui ont organisé un rassemblement le vendredi 18 septembre, les postiers et leur intersyndicale ont tenu bon. Superbe, la détermination des postiers qui tous les jours se sont retrouvés devant le bureau de poste pour expliquer à la population que leur grève défendait les conditions d'accueil du public, que les bureaux de poste ne devaient pas être transformés en parking à automates et en boutiques commerciales. Et que réduire le nombre de guichets revient fatalement à allonger encore plus les files d'attente. Cette victoire qui a donné, dans le quartier, un élan supplémentaire à la votation citoyenne du 3 octobre contre la privatisation de la poste est un encouragement à résister aux attaques du gouvernement et du patronat. Le NPA et Olivier Besancenot ont pris toute leur place dans le soutien à cette grève. La vigilance reste de mise. La direction n'a pas renoncé à son projet. Mais la réaction des postiers devrait la faire réfléchir.

LA PUB HONTEUSE DE L'HUMA. Dans le numéro du 6 octobre, on peut lire page 6: *La Poste: la droite tente un passage en force.* Un titre avec lequel on ne peut qu'être d'accord mais qui n'occupe qu'une petite partie de la page. Mais, il suffit de tourner une page, pour trouver la 9 entièrement consacrée à une pub qui nous assène: *La Poste vous l'aimez, nous l'aidons à se moderniser.* Il s'agit cette fois-ci de la communication gouvernementale pour défendre la privatisation. Une honte et même si *l'Huma* a besoin de fric, tout n'est pas permis.



SANS-PAPIERS IL FAUT QUE ÇA BOUGE

Il est nécessaire de créer un mouvement d'ampleur pour obtenir la régularisation de tous les sans-papiers.

IL Y A 18 MOIS, démarrait un des plus longs conflits de l'histoire des luttes de travailleurs sans papiers. Restauration, bâtiment travaux publics, sécurité, nettoyage... tous les corps de métiers les plus pénibles et les moins bien rémunérés étaient touchés par un mouvement de grève sans précédent. Des grèves avec occupation, difficiles, souvent très longues (certaines ont abouti, il y a tout juste quelques jours!), des grèves pour l'égalité des droits, pour la dignité, pour l'obtention des fameux «papiers», qui ne sont pourtant que des autorisations provisoires à résider sur le territoire français afin de s'y faire exploiter. Mais des papiers qui permettent de ne pas trembler au premier contrôle policier, de faire respecter ses droits de salariés. «On bosse ici, on vit ici, on reste ici! Régularisation de tous les sans-papiers» demeure un slogan plus que jamais d'actualité, car si 3 000 dossiers ont pu être régularisés grâce à la grève, plusieurs centaines de milliers de sans-papiers, c'est-à-dire l'écrasante majorité, restent dans une situation d'extrême précarité. Travailleurs au noir, salariés isolés dans de petites entreprises ou employés de services à la personne, intérimaires, rencontrent les pires difficultés pour rejoindre un mouvement collectif. Alors que les préfectures multiplient les blocages administratifs pour rendre quasi impossible de nouvelles régularisations, il est temps qu'une nouvelle vague de grèves, encore plus forte que la précédente, vienne remettre les pendules à l'heure. Un tel mouvement, par la visibilité sociale qu'il donnerait à tous les sans-papiers, pourrait enfin apporter de réelles perspectives d'élargissement de la lutte pour l'égalité des droits, pour la liberté de circulation, contre la montée de l'intolérance et du racisme, et placer le combat sur un terrain directement politique. Les défaits, les renoncements à lutter, le repli individualiste ont laissé le champ libre à la droite pour imposer une idéologie policière, sécuritaire et raciste. Les propos ouvertement racistes d'un Hortefeux n'ont pas suscité de riposte unitaire mais quelques réactions indignées, alors qu'une vraie gauche aurait dû mener campagne pour sa démission. La chasse aux Afghans tabassés par les flics, condamnés à l'errance dans un pays dont ils ignorent tout, fuyant leur pays en proie à la guerre impérialiste menée par l'Otan dont la France fait partie, nécessiterait une riposte d'ampleur. Où sont les Sartre, les Foucault, les Deleuze, les Guattari, les Dérída d'aujourd'hui, capables d'entraîner avec eux cinéastes, écrivains et chanteurs? C'est pourtant un tel mouvement d'ampleur que nous devons viser à recréer, un mouvement politique et culturel capable de s'opposer à la droite dans les luttes tout en lui contestant son hégémonie culturelle.

Alain Pojolat

Samedi 10 octobre manifestation nationale pour la régularisation de tous les sans-papiers. (voir agenda p.2)



En Cisjordanie, la colonisation se poursuit. (NPA PARIS 13°)

POUR LA PALESTINE, BOYCOTTONS ISRAËL!

Le 10 octobre sera une étape clé de la campagne de boycott des produits en provenance d'Israël. Des actions sont organisées dans toute la France.



En France la campagne «Boycott, désinvestissements et sanctions» (BDS) s'articule actuellement autour de la coalition contre Agrexco, une entreprise d'exportation de fruits et légumes israéliens cultivés en partie dans les colonies, dont celle de la vallée du Jourdain, où 7 000 colons se sont appropriés 95% des terres des paysans palestiniens et contrôlent 98% de l'eau. Georges Frêche, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, exclu du PS en 2007 après des déclarations racistes concernant les harkis, s'appête à subventionner Agrexco pour son installation dans le port de Sète.

Le samedi 10 octobre, des actions unitaires seront organisées dans toute la France, et notamment à Montpellier contre Agrexco. Distributions de tracts, actions et mobilisations, face à l'incurie des gouvernements de l'Union européenne et des États-Unis en

premier lieu, le mouvement de solidarité avec la lutte du peuple palestinien entre en action.

La campagne BDS contre Israël a démarré en 2005, à la suite d'un appel de la société civile palestinienne signé par l'ensemble des composantes du peuple palestinien. L'objectif est clairement de faire céder le gouvernement israélien sur trois points: la fin de l'apartheid et de la colonisation et le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens.

La campagne BDS s'attaque à l'impunité dont jouit depuis de nombreuses années l'État d'Israël. Malgré la colonisation et l'expulsion massive des Palestiniens de leurs lieux de vie, malgré la construction du mur qui enclave toujours plus le peuple arabe, malgré l'apartheid et l'entrave quotidienne des libertés de circulation, la plupart des gouvernements internationaux continuent de considérer l'État d'Israël comme un partenaire économique, politique et culturel. La campagne BDS a

pour but de sanctionner le gouvernement israélien par la pression populaire tant que celui-ci ne respectera pas le droit international.

Participer à cette campagne, c'est encourager le boycott des produits fabriqués en Israël, mais aussi boycotter les institutions académiques, universitaires, culturelles et sportives, c'est exiger des entreprises privées et publiques qu'elles cessent leurs investissements en Israël, c'est exiger des États et des gouvernements qu'ils prennent des sanctions (politiques, diplomatiques, économiques) contre Israël.

Un peu partout, on assiste à la construction d'un mouvement populaire, redynamisé suite aux mobilisations condamnant le massacre de Gaza en janvier 2009, l'opération «plomb durci», qui a fait 1 315 morts, dont 433 enfants, et 6 000 blessés dont une écrasante majorité de civils. Une structure unitaire «Campagne BDS France» a été mise en place, fin juin 2009. Elle

regroupe des associations, des syndicats, des partis politiques dont le NPA.

Aujourd'hui le mouvement connaît ses premières victoires:

- le désengagement d'un fonds de pension gouvernemental norvégien de la compagnie israélienne Elbit;

- le retrait, par la banque britannique BlackRock, de ses investissements dans le groupe israélien Lev Leviev (qui construit des colonies),

- l'appel de protestation contre la décision du Festival international du film de Toronto de «célébrer Tel Aviv» lors de son édition 2009, signé (entre autres) par Ken Loach, Jane Fonda, Danny Glover, Eve Ensler, Elia Suleiman, Howard Zinn et Naomi Klein.

La réussite du 10 octobre sera point un d'appui important pour la suite de la campagne.

Linda Sehili

(Voir aussi l'agenda en page 2.)

et aussi

CONTRÔLES AU FACIÈS, YA BASTA! 150 personnes, surtout des sans-papiers ont défilé samedi 3 octobre à Vitry (Val-de-Marne) pendant trois heures pour demander l'arrêt des contrôles aux faciès et des arrestations policières et la régularisation de tous les sans-papiers. Venu pour la plupart des deux foyers de travailleurs de la ville, ils ont répondu à l'appel du Comité des travailleurs sans papiers de Vitry. Ils entendaient protester contre le harcèlement dont ils sont victimes aux abords de leurs foyers et voulaient être reçus au commissariat pour y déposer collectivement leur demande de régularisation. Les autorités policières n'ont pas accepté de les recevoir mais elles ont pris les dossiers pour les transmettre à la préfecture. Malheureusement, l'ensemble des soutiens habituels n'était pas au rendez-vous: seuls le MRAP, RESF, LO, Partisans et la section locale du NPA (très bien mobilisée malgré son investissement important dans la votation citoyenne sur la poste) étaient présents. De nouvelles initiatives devraient suivre.

RESF FAIT LA RONDE POUR LES ENFANTS. Dimanche 5 octobre, le Réseau éducation sans frontières (RESF) organisait un rassemblement sur le parvis de Notre-Dame à Paris, pour dénoncer la politique du gouvernement dont le résultat est de démembrer des familles de sans-papiers et d'enfermer des enfants. Une ronde avec les portraits de familles persécutées était ponctuée par les témoignages des victimes, comme celui de Nadia, sourde-muette qui se bat avec son fils pour le retour de son mari expulsé. Sont aussi intervenus Michel Sangam, président de la FCPE Paris, Dominique Guibert, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, les juges Hélène Franco et Serge Portelli, Patrick Pelloux, médecin, Jean-Luc Mélenchon pour le PG et Alain Pojolat pour le NPA. RESF appelle à de tels rassemblements tous les dimanches, de 16 à 17 heures, jusqu'au 20 novembre, 20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, signée par la France, et qui prévoit que «Dans toutes les décisions

qui concernent les enfants [...] l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale». Rendez-vous dimanche prochain.

TRANS EN LUTTE! L'Existans, la marche des fiertés pour les trans et les intersexué-e-s se tient à Paris depuis plus de dix ans. Le thème retenu cette année est celui de la santé, suite notamment aux annonces de Bachelot, en mai dernier, sur la déclassification de la transidentité des affections psychiatriques de longue durée. Les associations trans continuent d'exprimer leur méfiance vis-à-vis de ces promesses symboliques, qui ne remettent pas du tout en cause la pathologisation actuelle des trans. Les organisateurs/trices réclament également la mise en place de campagnes de prévention du VIH ciblés pour les personnes trans, et dénoncent la transphobie dans le milieu médical. À Paris, la marche partira samedi 10 octobre, à 14 heures du métro Jourdain, dans le 20^e arrondissement.



et aussi



ÉDUCATION: LA CAGNOTTE ET LE BÂTON. Dans l'Académie de Créteil, on est prêt à tout pour lutter contre l'absentéisme des élèves dans les lycées professionnels. La solution-miracle? Une cagnotte, système d'incitation financière pouvant rapporter jusqu'à 10 000 euros à une classe pour réaliser des projets pédagogiques. Choquant? Tout le monde s'y accorde, sauf peut être Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives et à la Jeunesse qui considère que ce projet n'a «rien d'immoral». L'école et le savoir ne sont pas une marchandise, l'argent y fait pourtant une entrée fracassante en restaurant des relations malsaines entre professeurs et élèves. Un bon moyen d'évacuer les vraies questions scolaires sur l'orientation des élèves des lycées professionnels et le manque de moyens de l'enseignement public. Eh oui, notre gouvernement est vraiment prêt à tout pour lutter «contre le décrochage scolaire».

SÉCU DÉFICIT EN TROMPE-L'ŒIL. «Le déficit de 22,7 milliards en 2009, approcherait 40 milliards avant les mesures de la loi de finances 2010» selon la Commission des comptes de la Sécu. Le gouvernement

va piocher dans nos poches, augmenter le forfait hospitalier, dérembourser des médicaments au «service médical rendu faible» (mais alors pourquoi les produire et les vendre?), sanctionner les médecins «gros prescripteurs» d'arrêts de travail et généraliser le contrôle des malades par des officines privées. Oui, le chômage prive la Sécu de recettes, mais il n'y aurait pas de «trou» si les patrons n'étaient pas exonérés de cotisations (29,8 milliards en 2010) en partie compensées par l'État, donc par nos impôts, compensations relatives puisque l'État «oublie» de payer (3,5 milliards) ou paie en retard (800 millions d'intérêts des emprunts). Pas de trou, si les stock-options étaient soumis à cotisation (6 milliards), pas de trou si les accidents de travail étaient déclarés (15 milliards).

TAXE PROFESSIONNELLE UNE VICTOIRE DU MEDEF

Le remplacement de la taxe professionnelle par la cotisation économique territoriale (CET) est un nouveau cadeau aux entreprises qui sera payé par les contribuables.

LA SUPPRESSION de la professionnelle (TP), annoncée en début d'année par Sarkozy, sera effective au 1^{er} janvier 2010. Pour «favoriser la compétitivité et l'investissement des entreprises», comme d'habitude. Car depuis des années, les gouvernements successifs leur ont accordé plusieurs dizaines de milliards sous forme d'allègements, et d'exonérations. Résultat : les patrons licencient et les actionnaires se goinfrent.

La TP, dont le Medef réclamait la suppression, va donc être remplacée par la cotisation économique territoriale (CET) qui comportera deux taxes : une cotisation locale d'activité, la plus faible, assise sur la valeur des locaux, qui sera perçue par les communes et une cotisation sur la valeur ajoutée produite par les entreprises, la plus importante, finançant départements et régions. Cette dernière a, par ailleurs, été plafonnée à 3% de la valeur ajoutée sur pression du patronat, le projet initial prévoyant 3,5%.

En outre, les petites entreprises bénéficieront d'un abattement forfaitaire de 1 000 euros. Enfin, les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre verront leur cotisation plafonnée à un pourcentage de leur chiffre d'affaires. Avec cette nouvelle réforme, 95 à 98% des entreprises seront gagnantes, a déclaré le ministre de l'Économie. C'est en effet près de 12 milliards d'euros qu'elles économiseront en 2010 (du fait de reliquat de remboursement). Puis, le gain sera de 7 milliards par an, en régime de croisière. Et les «perdantes» pourront étaler les effets de la réforme sur cinq ans.

La TP est un impôt direct local (comme les taxes foncière et d'habitation). Payée par près de 3 millions d'entreprises, elle finance le budget des collectivités locales (communes, intercommunalités, départements, régions) dont elle constitue la première des ressources. Le manque à gagner pour les collectivités locales sera tel que le gouvernement s'est engagé à le compenser intégralement, par des dotations. La base de calcul de la TP est constituée par la valeur des locaux occupés (bureaux, usines) et des équipements utilisés (matériel, machines). S'y ajoutait, jusqu'en 1999, le montant des salaires versés, qui a été sorti de la base de calcul par la gauche plurielle alors au gouvernement «pour ne pas pénaliser l'emploi».

Ce mode de détermination profite aux entreprises de services, dont l'équipement se limite le plus souvent à des bureaux et des ordinateurs (qu'on pense aux traders!) au détriment de l'industrie. Le secteur industriel paye ainsi 60% de la TP alors qu'il représente 40% de la valeur ajoutée (la richesse) produite par les entreprises.

Alors, oui à une réforme de la TP, dans le cadre d'un changement radical de fiscalité, plus progressive, plus juste socialement et qui redistribue les richesses. Mais la réforme de Sarkozy, c'est tout le contraire.

Il s'agit en fait d'un nouveau transfert de l'impôt des entreprises sur les ménages, qui vont en plus pâtir des répercussions sur les services publics de proximité, les emplois publics territoriaux et l'investissement local.

C'est une autre logique qu'il conviendra d'imposer : une réforme de la TP qui intègre aussi dans la base d'imposition les actifs financiers des entreprises, actuellement non pris en compte, dans le cadre d'une refonte globale de la fiscalité.

Éric Lacombe



PLAN D'AIDE AUX JEUNES SARKOZY AIDE SURTOUT LES PATRONS

Tous les médias nous assèment qu'avec l'annonce de son plan d'aide aux jeunes, Sarkozy se serait transformé en ami des jeunes pour l'égalité sociale. Pourtant, à bien y regarder, ce plan est loin d'être un cadeau, au contraire.

Avec un taux de chômage qui atteint 23,5% chez les 18-25 ans, 60% des jeunes diplômés en 2008 qui n'ont pas trouvé d'emploi, personne ne peut plus cacher que les jeunes sont en train de payer le prix fort d'une crise qui n'est pas la leur. Mardi 29 septembre, Sarkozy a dévoilé son «Plan d'aide aux jeunes». Mais loin de proposer des solutions pour améliorer la situation, le gouvernement utilise encore une fois le prétexte du chômage des jeunes pour faire passer de nouvelles attaques contre les salariés. La mesure phare de ce plan est l'extension du RSA aux jeunes de moins de 25 ans ayant travaillé deux ans dans les trois dernières années. Le RSA est un complément de revenus versé par l'État pour les salariés qui perçoivent, pour l'emploi qu'ils occupent,

un salaire plus faible que les allocations qu'ils toucheraient s'ils ne travaillaient pas. Il s'agit surtout d'une aubaine pour les patrons qui peuvent continuer de proposer à des salariés des emplois précaires, à temps partiel et payés une misère. Avec le plan de Sarkozy, les jeunes aussi pourront occuper ce type de jobs pourris. Alors que le problème principal des jeunes qui arrivent sur le marché du travail est la précarité (8 jeunes sur 10 occupent un emploi précaire : CDD, intérim...), le «RSA jeune» va sans doute renforcer ce phénomène. Le plan annonce aussi des «dotations d'autonomie». 8 000 jeunes de 18 à 25 ans, désireux de s'autonomiser, se verront attribuer 3 000 euros pendant deux ans maximum pour financer certaines dépenses (formation...). Leurs parents devront renoncer aux allocations familiales. 8 000 jeunes de 18 à 25 ans en difficulté

bénéficieront d'un revenu garanti d'environ 250 euros par mois s'ils signent un accord de formation ou acceptent un emploi. 6 000 jeunes de 16 à 18 ans bénéficieront d'une aide maximale de 2 500 euros s'ils reprennent une formation. En résumé, ces mesures concerneraient 22 000 jeunes et pour des montants dérisoires. Sarkozy n'a sans doute jamais vécu avec 1 000 euros par mois pour ne pas savoir qu'avec 250 euros par mois c'est carrément impossible. Avec plus de 100 000 jeunes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et 420 000 chômeurs de moins de 25 ans sans aucun minima sociaux, l'annonce d'une aide de 250 euros pour 6 000 jeunes est presque indécente. Le plan annonce également une série de mesures qui n'ont pas grand chose à voir avec l'emploi des jeunes, telles que la possibilité de devenir président d'une association ou

chef d'entreprise dès 16 ans, l'augmentation du nombre de services civiques volontaires ou encore l'extension aux apprentis des droits attachés à la carte d'étudiant. Face à ces mesures, nous réaffirmons qu'un véritable plan d'urgence pour la jeunesse serait :

- l'interdiction de tous les contrats précaires, un CDI pour tous,
- des diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives,
- la création d'une allocation d'autonomie à hauteur du Smic pour tous les jeunes de 16 à 25 ans, qui permettrait à tous de vivre, d'étudier et de se former,
- la diminution du temps de travail. Pour lutter contre le chômage, il faut partager le travail entre tous : 32 heures de travail par semaine.

Juliette Stein

Le Forum social

mondial de Belém (Amazonie, Brésil), qui s'est tenu du 26 janvier au 1^{er} février, a été marqué par la présence massive et l'énergie impressionnante des peuples indigènes des Amériques. Cela traduit le dynamisme des luttes menées par ces peuples, au cœur d'un affrontement politique, écologique et social avec les multinationales, et atteste du niveau de convergence et d'articulation continentale atteint par ces mouvements.

Des milliers de délégués des communautés de la région andine, d'Amérique centrale et d'Amazonie ont participé aux débats et approuvé une résolution qui dénonce l'exploitation et l'oppression mondiale capitalistes, également responsables du réchauffement global, menant à une catastrophe planétaire. Pour eux, « *la crise de modèle de développement capitaliste [...] est totale et nous dirige vers la plus grande crise socio-environnementale et climatique de l'histoire humaine. La crise financière, économique, énergétique et productiviste aggrave le chômage structurel, l'exclusion sociale, la violence raciste, machiste et le fanatisme religieux. Ces crises simultanées et profondes représentent une authentique crise de la civilisation, la crise du développement et de la modernité capitaliste qui met en péril toutes les formes de vie.* »

La résolution se conclut par un appel à une mobilisation intercontinentale, le 12 octobre 2009 (en référence au 12 octobre 1492, jour de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb), en défense d'Abya Yala (désignation indigène de la « Mère nourricière ») et des peuples, contre la marchandisation de la vie, la pollution, la consommation toxique et la criminalisation des mouvements sociaux (lire ci-contre le programme des manifestations prévues ce mois-ci à Paris).

La tonalité anticapitaliste de la résolution de Belém a été reprise par le quatrième Sommet des peuples de Abya Yala, tenu en mai, à Puno (Pérou) qui a également appelé à tenir un sommet alternatif des peuples indigènes, lors la Convention sur le changement climatique de Copenhague, qui aura lieu en décembre. Une audience du Tribunal international de justice climatique se déroulera à Cochabamba (Bolivie), les 13 et 14 octobre.



LA LUTTE DES INDIGÈNES



MORTS POUR LA FORÊT PÉRUVIENNE

Le 5 juin 2009 a marqué un nouveau tournant dans la lutte pour la défense des droits des populations indigènes et de leurs territoires ancestraux. La journée mondiale de l'environnement a été ensanglantée par la répression du gouvernement péruvien contre les Indiens d'Amazonie occidentale. Bloquant une route à Bagua, ils manifestaient contre dix décrets lancés par le gouvernement néolibéral d'Alan Garcia. Ces décrets encouragent les investissements étrangers et facilitent les forages pétroliers, l'exploitation de minerais et de bois précieux sur 45 millions d'hectares de forêt. Ces décrets accompagnent des traités de libre échange signés avec les États-Unis, la Chine et bientôt l'Europe.

Un véritable massacre a eu lieu, faisant plusieurs dizaines de morts, majoritairement indiens. L'image d'un Pérou progressiste sur les droits des peuples autochtones – le président Alan Garcia est signataire de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail et de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones – a fait long feu face aux appétits transnationaux et nationaux.

Les communautés indiennes de l'Amazonie péruvienne sont organisées dans l'Association pour le développement de la forêt péruvienne (Aideseq). Alors que les mobilisations paysannes et syndicales s'essoufflaient, l'Aideseq a obtenu l'abrogation de deux textes remettant en cause la propriété collective de la terre. L'association est devenue un acteur politique de premier plan.

Face à la forte mobilisation, le gouvernement péruvien, à la suite du massacre de Bagua, a dû abroger deux autres décrets. Aujourd'hui, les peuples indiens de l'Amazonie péruvienne sont devenus les principaux acteurs de la lutte pour la protection de la forêt amazonienne, rejoignant les luttes transfrontalières et très organisées des peuples andins. Alberto Pizango, président de l'Aideseq, a été forcé de se réfugier au Nicaragua, recherché pour sédition, conspiration et rébellion, mais la base de l'Aideseq continue avec comme mot d'ordre « *la forêt ne se vend pas, elle se défend* ».

DÉCIMÉS, EXPLOITÉS, OPPRIMÉS

Sur les 525 millions d'habitants du continent sud-américain, 44 millions sont aujourd'hui indiens. Les Indiens représentent 60% de la population totale du Guatemala et de la Bolivie, entre 40 et 50% en Équateur et au Pérou, près de 20% au Chili et 13% au Mexique. Lors de l'arrivée en Amérique de Christophe Colomb, en 1492, ils étaient plus de 50 millions, un peu moins que la population européenne de l'époque qui était de 67 millions d'habitants. En 1650, exterminés par les conquistadores et les maladies importées d'Europe, ils n'étaient plus que 4,5 millions.

iments

ES PEUPLES D'AMÉRIQUE



LA VIE FACE AU SACCAGE CAPITALISTE

Aucun espace n'échappe aux multinationales. Les traités de libre échange (TLC), en s'imposant sur les législations nationales, ouvrent la voie au pillage effréné des ressources naturelles, aux dégâts écologiques, aux privatisations des biens communs et au démantèlement d'acquis sociaux. La propriété collective des terres des communautés indigènes et d'origine africaine représente un obstacle empêchant les multinationales d'accéder aux ressources de leurs territoires. Les populations font face à des tentatives de contrôle de leur terre par la militarisation ou par leur expulsion. Elles ne veulent ni de régions misérables et polluées ni d'exode rural. Pour conserver leurs terres, leurs cultures, leurs semences natives, elles s'allient aujourd'hui à d'autres secteurs pour renforcer la résistance au modèle productiviste et capitaliste, avec un projet de portée universelle, qu'elles appellent le « bien vivre », en opposition au « toujours plus ».

DÉCRIMINALISATION DES INDIGÈNES ET DÉMILITARISATION DE LEURS TERRITOIRES

Malgré l'adoption de la Déclaration sur les droits des peuples indigènes par l'Assemblée générale de l'ONU, les États et les multinationales piétinent toujours plus leurs droits, envahissent leurs territoires et criminalisent leurs organisations. Sans les consulter, ni respecter leur autonomie et leur autodétermination, ils exploitent leurs ressources naturelles.

Au Pérou, des centaines de dirigeants indigènes sont arrêtés, accusés de graves délits et de terrorisme parce qu'ils défendent le droit de leurs communautés et la préservation de leurs ressources naturelles. En Colombie, la politique du gouvernement Alvaro Uribe a exterminé dix-huit peuples indigènes. Au Chili, les Mapuches sont jugés selon la loi anti-terroriste en vigueur sous Pinochet. Les aspirations du peuple hondurien sont écrasées par un coup d'État. En Équateur, où 40% de la population est indienne, le gouvernement de Rafael Correa a refusé de renouveler la présence des bases militaires étatsuniennes mais ne refuse pas la privatisation de l'eau aux multinationales, ce qui a donné lieu à une mobilisation des Indiens. La Bolivie (plus de 60% d'Indiens) dirigée par le président indien aymara Evo Morales, est l'exception à ce cadre, qui reste sous la vigilance des organisations indigènes.

Face aux attaques des États et des multinationales, les peuples indigènes organisent leurs luttes, de façon unitaire avec les mouvements sociaux d'Amérique latine et du monde.

UNE SEMAINE DE MOBILISATION

**Samedi 10 octobre,
de 15h30 à 22h**

Journée internationale de solidarité avec les indigènes des Amériques. Organisée par le Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA). Avec Karmen Ramirez Boscan (Wayú - Colombie), Pedro Kayukeo (Mapuche - Chili), Christopher Ross (Potawatomi - USA). RV au cinéma La Clef, 21 rue de la Clef, Paris 5^e, M^o Censier-Daubenton.
Entrée : 10 euros.

Lundi 12 octobre, 18h

Rassemblement contre la marchandisation de la vie, en défense de la planète et des peuples. RV à Paris, fontaine des Innocents, M^o et RER Les Halles.

Seront présents : Attac, Union d'associations latino-américaines en France (Union), Comité Pérou, Comité pro-Bolivie, CPCP, Collectivo Argentina, CALPA, Alerte Honduras, Unipama, Communistas peruanos en Francia, France et Libertés, Terre et liberté - Arauco, Radio latinos, Collectivo de peruanos en Francia, Nuestra América, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), MRAP, Solidaires, Confédération paysanne, les Verts, NPA, PCF, Colectivo Argentino por la memoria, France Amérique latine (FAL), Consejo Pro-Bolivia Francia, le Cercle bolivarien de Paris, Albafrancia, Colcrea et Calpa.

Mardi 13 octobre, 19h30

Ciné débat sur les Mapuches d'Argentine en lutte, autour du documentaire *Nacion Mapuce* de Fausta Quattrini. Organisé par Calpa et Terre et liberté - Arauco.
RV au CICP, 21 ter rue Voltaire Paris 11^e, M^o Boulets-Montreuil.

Jeudi 15 octobre, de 18h à 22h

Forum droits et territoires des indigènes à l'épreuve de la mondialisation. Avec Yvon Le Bot, sociologue, Pedro Kayukeo, Mapuche du Chili, Hélène Roux du collectif Amérique latine, une représentante de la nation Mohawk, Canada, le CSIA.
RV à la Bourse du travail, salle Eugène-Varlin, 3 rue du Château-d'Eau, Paris, Métro République.

Vendredi 16 octobre, de 18h à 22h

Forum sur les notions de « bien vivre » et la défense des biens communs proposés par les Indigènes. Avec Michael Löwy, sociologue, Denise Mendes (Attac), Gérard Lepuill, journaliste, et la Confédération paysanne.
RV à la Bourse du travail, salle Eugène-Varlin, 3 rue du Château-d'Eau, Paris, Métro République.

Samedi 17 octobre, à 14h30

Manifestation pour les droits des femmes. Cortège latino-américain.
RV à Paris, Métro Bastille.

Samedi 31 octobre, 20h

Fête de solidarité avec les peuples de l'Amazonie péruvienne, au bénéfice de l'Aideseq. Organisée par le Collectif des Péruviens en France.
RV au 7-9 rue François-Devergue, Montreuil - M^o Croix-de-Chavaux.



GUINÉE MASSACRE EN FRANÇAFRIQUE

La junte militaire au pouvoir en Guinée a commis un massacre sur la population civile, tuant 157 personnes.

Lundi 28 septembre, dans le stade de la capitale Conakry, l'armée guinéenne a ouvert le feu de façon préméditée sur un rassemblement de l'opposition civile, interdit à la dernière minute par le pouvoir. Le bilan est effroyable : au moins 157 personnes ont été tuées, plus de 1200 blessés par balle, et de nombreux viols.

Ce massacre met fin à toutes les promesses d'une évolution pacifique et démocratique faites par le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), nom de la junte militaire dirigée par Dadis Camara. Ce dernier a pris le pouvoir à la mort de l'ancien président dictateur, Lansana Conté, le 23 décembre 2008. Camara prétendait mettre fin au régime corrompu et dictatorial de l'oligarchie qui s'enrichissait de façon éhontée. Il avait également promis de rendre le pouvoir aux civils rapidement, après une période transitoire qui devait être mise à profit pour démanteler les réseaux de corruption. La junte montre aujourd'hui son vrai visage.

Le pays, où les syndicats sont exceptionnellement forts, a connu une grève générale en janvier et février 2007. La répression brutale de cette grève par le président Lansana Conté s'est soldée par plus de 120 morts.

En réaction au massacre du 28 septembre, le gouvernement français a annoncé l'interruption de sa coopération militaire. On apprend ainsi qu'elle a été reprise et qu'elle a même impliqué la livraison d'armes en 2008. Aujourd'hui, le pouvoir français semble divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du régime guinéen. Les ministres des Affaires étrangères et de la Coopération, Bernard Kouchner et Alain Joyandet, ont condamné la répression. Kouchner semble décidé à rompre avec Dadis Camara qu'il considère comme un incalculable dangereux. Mais en même temps, Patrick Balkany, député-maire UMP de Levallois-Perret, qui sillonne l'Afrique depuis plusieurs mois en mission pour Nicolas Sarkozy, sans aucun mandat officiel, reçoit le numéro deux de la junte guinéenne à Paris. Il l'a assuré que la candidature à la présidentielle de 2010 de Dadis Camara, le criminel qui s'accroche au pouvoir, ne « posait pas de problème » ! Plus que jamais, la solidarité avec les forces politiques civiles, les associations, les syndicats guinéens, tous ceux qui luttent pour une véritable démocratie et contre les complicités de la France avec les assassins, s'impose.

Bertold du Ryon

IRAN LA MOBILISATION DESSERRE L'ÉTAU

Mis à mal sur le plan intérieur par la persistance de la mobilisation démocratique, le régime iranien semble prêt à faire des concessions sur le dossier nucléaire.



Après quatorze mois d'interruption, les négociations sur la question du nucléaire iranien ont repris, le 1^{er} octobre à Genève, entre les dirigeants des États-Unis, de Russie, de Chine, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne et d'Europe et le négociateur de la République islamique, Saïd Djallili. Ce nouveau round de discussions succède à une intense agitation où chacun a voulu montrer ses muscles : « découverte » par Barack Obama, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown d'un nouveau site nucléaire iranien près de la ville sainte de Qom, essais de missiles de longues et moyennes portées par l'Iran, déclarations guerrières des dirigeants israéliens. Ce regain de tension a été savamment orchestré par les puissances occidentales qui profitent de la crise de régime que traverse la République islamique

depuis la réélection contestée d'Achmadinejad. Conscient de son affaiblissement, le pouvoir iranien a tenté de jouer sur la fibre nationaliste de la population en faisant procéder à des tirs de missiles. Mais la presse internationale a omis de dire que la rencontre de Genève a aussi été précédée de gestes réciproques de « bonne volonté ». Le gouvernement américain a autorisé le ministre iranien des Affaires étrangères, Manoucher Mottaki, à venir à Washington, une première depuis trente ans. Mottaki a été chargé par le Guide suprême de la révolution islamique, Ali Khameneï, d'apporter à Obama de nouvelles propositions de Téhéran. Le pouvoir iranien a, pour sa part, permis à des diplomates américains de rendre visite aux trois touristes arrêtés cet été pour être entrés illégalement en Iran. Les négociations de Genève ont mis en lumière l'état de faiblesse du régime iranien. En brandissant le renforce-

ment des sanctions, notamment contre le secteur pétrolier iranien, les grandes puissances ont contraint Achmadinejad à un recul sur le dossier nucléaire. Ainsi, un accord pourrait intervenir pour que l'Iran fournisse de l'uranium enrichi à moins de 5% (taux nécessaire pour le nucléaire civil) à la Russie qui le ferait enrichir à 20% avant que la France ne le transforme en combustible nécessaire au réacteur de recherche de Téhéran, sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Confrontée à un conflit profond au sommet du régime et à une crise économique forte, l'Iran doit également faire face à une contestation populaire qui ne faiblit pas. Sur plan intérieur, Khameneï tente de résorber la crise qui fait rage au sein du sérail et de retrouver une certaine marge de manœuvre. En signe de détente, il a ordonné la libération de plusieurs dirigeants

du camp « réformateur ». Il a également fait procéder à des remaniements de la direction des Gardiens de la révolution. Sur le front extérieur, les dirigeants iraniens ont décidé de calmer le jeu. Plus que jamais, il y a pour le mouvement progressiste et antiguerre plusieurs combats indissociables à mener de front. D'une part, la lutte contre les impérialismes, les menaces d'interventions militaires et les sanctions économiques frappant d'abord le peuple iranien et la lutte pour la dénucléarisation du Moyen-Orient et donc d'Israël, seul à posséder dans cette région un arsenal atomique. D'autre part, la construction d'une solidarité active avec celles et ceux qui luttent pour la justice sociale, les libertés et l'égalité, et qui veulent en finir avec la République islamique.

Babak Kia

et aussi

IRLANDE : LE CHANTAGE A PAYÉ. Depuis le résultat du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne, la classe politique locale et européenne n'en finit pas de se congratuler : 67% de « oui » ! Avec un taux de participation de 59%, supérieur à celui de juin 2008, lorsque le « non » l'avait emporté ! Bientôt le « non » irlandais n'aura jamais existé ! Cet épisode est une nouvelle confirmation du caractère antidémocratique de l'Union européenne. Quand, par hasard, les peuples sont consultés, la seule réponse possible est « oui ». Quand, malgré tout, la réponse est « non », alors les gouvernements piétinent la volonté populaire (comme ce fut le cas en France et aux Pays-Bas) ou font revoter (comme au Danemark puis en Irlande) jusqu'à obtenir un résultat conforme à leurs espérances. Cette fois, les partisans du « oui » n'ont reculé devant aucun chantage. Les salariés ont été inondés de propagande expliquant que la préservation de leurs emplois dépendait de la victoire du

« oui ». Les autorités universitaires ont agi de même, prétendant que les fonds alloués à la recherche étaient conditionnés au « oui ». Les fonds de l'Ibec – le Medef irlandais – ont grassement subventionné une myriade de groupes prétendant incarner la « société civile » et naturellement tous favorables au « oui ». Le PDG de Ryanair s'est offert des pages entières de publicité pour le « oui ». Les grands médias ont favorisé de manière éhontée les partisans du traité de Lisbonne, d'ailleurs soutenu par les deux grands partis de droite, par le Parti travailliste irlandais et la direction des syndicats. Malgré ce rouleau compresseur, quelques bastions du « non » ont résisté, comme les quartiers les plus populaires et les plus pauvres de Limerick. La cote du Premier ministre est d'ailleurs dans le pays au plus bas. Mais, globalement, la large victoire du « oui » sanctionne un vote de la peur, sur fond de crise économique, de récession et de catastrophe sociale. Alors même que les « politiques européennes » de l'UE ne vont pas manquer d'en aggraver les conséquences.

GRÈCE : BEREZINA À DROITE. Deux ans après sa large victoire, la droite perd les législatives avec 10 points d'écart sur le Pasok (social-démocrate) et une baisse de 8 points. Elle paie ses attaques contre les jeunes et les travailleurs. Une grave crise de direction s'est aussitôt ouverte et il ne semble pas que l'extrême droite, qui fait moins que ce qui était craint (5,6%, contre 3,8% en 2007 mais 7,15% aux européennes 2009), puisse trop peser. Le Pasok, dont personne ne prévoyait un tel score (44%, 38,1% en 2007, 36,6% aux européennes) peut former, avec 160 sièges, un gouvernement. Il continue à jouir d'un fort soutien populaire et poursuivra globalement la politique de la droite. À sa gauche, il y a baisse du KKE (PC) aux pratiques sectaires (7,5%, 8,15% en 2007), Syriza baisse moins que ce qui était craint (4,6%, 5% en 2007), perdant 50 000 voix et devenant le cinquième parti du pays. Le regroupement Antarsya arrive huitième (25 000 voix), en progrès par rapport aux européennes et aux deux regroupements de 2007.



CINÉMA
THIRST, CECI EST MON SANG.../Park Chan-wook

D'accord, c'est une histoire de vampires avec ce qu'il faut de hard et de gore. Mais tous les genres cinématographiques (polars, westerns, comédies...) ont leurs codes, et les grands films qui utilisent ces moules les transforment souvent – en les respectant –, comme ici, par la beauté des images ou par l'insolite du scénario : un prêtre se dévoue pour essayer un vaccin, et c'est cela qui le rend vampire... Le « bon » transformé en « méchant », c'est comme dans *Cujo*, le célèbre toutou ; le fétichisme des pieds évoque Bunuel ; par ailleurs, Park Chan-wook, qui ne manque pas d'air, affirme qu'il s'agit d'une adaptation de *Thérèse Raquin*, de Zola. Amusez-vous à le contrôler...

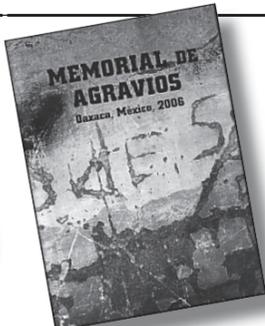
Paul Louis Thirard



MUSIQUES
GOZALO! BUGALÙ TROPICAL VOL 3/Compilation/VAMPISOUL

Sur la carte des musiques latines, de nombreux pays restent longtemps terra incognita. Après deux compilations consacrées au Panama (sur Soundway), signalons ainsi cette superbe collection qui jette une lumière étonnante et jouissive sur la scène péruvienne de la fin des années 1960. Naturellement, on y ressent fortement l'influence des sonorités en provenance de Puerto Rico, Cuba ou même la salsa naissante du spanish New-York. Bref, là où se jouait la modernité du mambo, de la cumbia ou autres pulsations populaires du sous-continent. Cependant, ces artistes – aux noms souvent improbables – et autres groupes éphémères y apportèrent une fraîcheur et une énergie qui devaient réchauffer à bon escient les nuits d'altitudes de la capitale andine.

King Martov



LIVRES
MEMORIAL DE AGRAVIOS - Oaxaca, Mexico, 2006/EDICIONES MARIBU/45 EUROS

L'ombre portée du conflit guadeloupéen s'est probablement méditée à partir du Mexique, de l'État de Oaxaca où, à partir de juin 2006, une occupation de professeurs prit une tournure inquiétante pour les dominants du monde. La violence de la police entraîna une résistance qui dura six mois et monta crescendo dans une ville bientôt occupée par les barricades. Les manifestants, jusqu'à 300 000, s'animèrent d'une expression populaire et de formes de combat inédites : occupations de mairies et des moyens de communication, quatorze radios libres ouvrant leurs antennes à la parole du peuple, réquisitions, blocages des routes, et résistances sur piquets de nuit. Ce livre, édité par le peintre Ruben Leyva, rend hommage à cette lutte en insistant sur la forme artistique, montrant la créativité du mouvement sous les aspects photographiques.

Christophe Goby



BD
À LA FOLIE.../James et Sylvain Ricard/FUTUROPOLIS/20 EUROS

Après avoir lu un rapport d'Amnesty international, les deux auteurs ont voulu faire un album sur les violences conjugales. Il raconte l'histoire d'un couple, depuis la rencontre jusqu'aux coups. L'ouvrage est dur, même si le choix de personnages à tête d'animaux pourrait sembler adoucir le propos. Les auteurs montrent les mécanismes qui conduisent aux coups, les excuses et les promesses à chaque fois renouvelées, les viols, la difficulté à se résoudre à quitter le conjoint malgré sa violence, la honte d'en parler et les mauvais conseils de certains qui recommandent de ne surtout pas compromettre le couple... Sans excuser quoi que ce soit, ils montrent aussi comment les tensions au travail peuvent déboucher sur la violence à domicile. Un ouvrage qui, en plus de ses qualités graphiques, peut devenir un véritable outil militant.

Sylvain Pattieu



www.bastamag.net

Basta! est un projet de média alternatif porté, depuis 2005, par une équipe de journalistes, renforcée par des photographes, des vidéastes et des contributeurs issus des mouvements sociaux. Grèves dans les entreprises, luttes sur le logement, mouvements étudiants et lycéens, actions de désobéissance civile, dénonciation des discriminations, campagnes de solidarité internationale... bastamag.net en fait le relais!

www.collectifdroitsdesfemmes.org

Le Collectif national pour les droits des femmes regroupe associations féministes, syndicats et partis politiques. Il s'est fixé pour objectif de mettre en pratique l'égalité que les femmes ont conquise durant le 20^e siècle. Intervenant dans des domaines très variés (réduction du temps de travail, violences, égalité professionnelle, travail domestique, lesbophobie, lutte contre le Front national, lutte contre le sexisme...), le collectif lutte auprès de celles qui doivent encore aujourd'hui se battre.

http://campagneboycott.blogspot.com

Ce site est le relais français de la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), lancée en Palestine en 2005 pour protester et agir contre la politique d'apartheid d'Israël vis-à-vis de la Palestine. La campagne française travaille en coordination avec le Comité national palestinien qui pilote la campagne BDS globale.

ANTILLES « PARADIS RATÉ »

« Paradis raté », la formule est d'Aimé Césaire, qui avait invité en 1948 la photographe Denise Colomb à visiter la Martinique récemment « départementalisée ». Ses images étonnantes de charge politique et poétique sont actuellement exposées à Paris.

Sœur d'un remarquable galeriste parisien, Pierre Loeb, qui dès 1925 osa exposer et soutenir des peintres comme Joan Miró ou Max Ernst, Denise Colomb (1902-2004) côtoya de ce fait les plus grands artistes du xx^e siècle dont elle réalisa, à partir de 1947, des portraits aujourd'hui célèbres. Elle avait pourtant délaissé la photographie pendant près de dix ans et, violoncelliste de formation, n'avait manipulé d'appareil qu'à l'occasion d'un séjour en Indochine, où son mari, ingénieur maritime, avait été muté. Ce sont pourtant ces photos anciennes, prises entre 1935 et 1937 en Extrême-Orient, qui séduisirent Césaire et lui firent organiser avec Michel Leiris, sous prétexte de reportage ethnographique, le séjour d'août-novembre 1948, où la photographe parcourut la Martinique, la Guadeloupe et Haïti.

En 1949, une galerie parisienne exposa avec succès les images rapportées de ce premier voyage, et deux ans plus tard, Césaire, en tant que député (alors communiste) de Fort-de-France, s'appuyait sur ces photos pour illustrer un vigoureux article anticolonialiste, *La Martinique, de la légende à la réalité*, dénonçant la servilité de l'État envers les industriels de la canne à sucre, principaux fauteurs de trouble et de misère dans ce « paradis raté ». Ces photographies, comme celles qu'elle revint prendre dix ans plus tard, ont ainsi un intérêt historique, politique et « ethnographique » d'autant plus évident dans les circonstances de crise sociale aiguë que connaissent aujourd'hui les Antilles françaises. En 1991, Denise Colomb avait légué à l'État l'ensemble de ses archives

(plus de 50 000 négatifs et des milliers d'autres documents), et c'est à partir de ce fonds que l'Hôtel de Sully (62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris) présente jusqu'au 27 décembre 2009 une large sélection de ces images réalisées en 1948 et 1958, complétées d'autres vues prises en 1993.

Mais, comme y insiste justement Noël Bourcier, commissaire de l'exposition et principal auteur du très élégant catalogue, l'intérêt supérieur de ces photographies est de ne s'enfermer dans aucun genre ou discours univoques, et de réussir au contraire à susciter des émotions multiples. Même sans parler des solarisations inspirées de Man Ray ou des « réticulations » tirées d'un heureux accident venu altérer les pellicules, l'influence du surréalisme éclate dans le regard de la photographe, prompt à s'étonner, à admirer ou à s'indigner, saisissant la beauté des paysages et des êtres aussi bien que les contradictions visuellement les plus frappantes et choquantes de la colonisation – et parfois dans la même image. Remarquable convergence avec la poésie d'Aimé Césaire, qu'il convient certainement de lire ou de relire au sortir de cette belle et utile exposition.

Gilles Bounoure

Sans titre, réticulation. Martinique, 1948
Denise Colomb © Ministère de la Culture - Médiathèque du Patrimoine, Dist. RMN

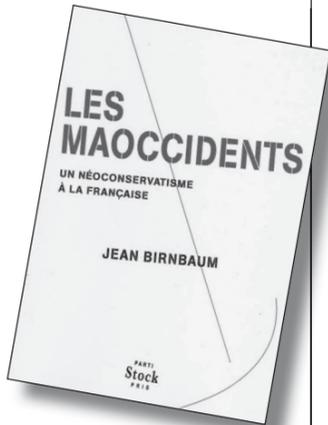




RETRAITES LES FEMMES, PRIVILÉGIÉES ?

Tout est bon pour diminuer le montant des retraites, voire pour remettre en cause le principe même des retraites par répartition. Les « injonctions » de Bruxelles concernant les prétendus privilèges des femmes ayant eu des enfants est une opportunité pour le gouvernement qui voudrait bien réussir à enfoncer un coin supplémentaire.

LES MAOCCIDENTS
UN NÉOCONSERVATISME À LA FRANÇAISE
JEAN BIRNBAUM
EDITIONS STOCK
137 PAGES
11€



Ce livre est une nouvelle accusation dans le procès public des maoïstes français : « En France, le néo-conservateur n'est pas un trotskiste qui a rejoint l'élite mais un maoïste qui a perdu son peuple. Passé du culte de l'Orient rouge à la défense de l'Occident, je l'appelle Maoccident ». La Légion d'honneur remise à André Glucksmann par Nicolas Sarkozy est érigée en symbole et certains dirigeants de la Gauche prolétarienne (GP), organisation maoïste à laquelle Glucksmann a appartenu, sont les héros du récit. Centré sur quelques intellectuels prestigieux car « dans l'histoire du maoïsme français, les noms qui comptent sont presque tous normaliens et masculins », Jean Birnbaum occulte la réalité politique et historique.

Dès 1960, la condamnation chinoise de l'Union soviétique au nom du léninisme recueille un fort écho auprès de militants et d'intellectuels de gauche. Contre le soutien inconditionnel à l'URSS du PCF, les maoïstes, aux côtés des trotskystes, ont joué un rôle significatif pendant deux décennies dans les luttes pour les droits des femmes, des homosexuels, des ouvriers spécialisés, des immigrés et dans de nombreux conflits sociaux, y compris par des actions violentes et spectaculaires. Certes, André Glucksmann a trahi et quelques-uns se sont égarés, mais combien ont continué le combat anticapitaliste ? Certains ont rejoint des associations, des syndicats et aujourd'hui le NPA. Une réponse à Jean Birnbaum serait d'écrire, comme Daniel Bensaid l'a si bien fait pour les trotskystes, une histoire des maoïsmes. À l'heure où les actions de l'Appel et la pioche rappellent l'attaque de Fauchon par les maoïstes pour distribuer ses produits aux travailleurs, et où les séquestrations de patrons et les actions violentes réapparaissent dans les conflits, il est important pour notre combat actuel de ne pas laisser ces accusations sans réponse.

Frédéric Gudéa

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

Depuis 1971, les mères de famille salariées du privé bénéficient à l'heure de leur retraite d'une « majoration de durée d'assurance », qui leur permet de valider huit trimestres de cotisation

(deux ans) par enfant élevé. Elle vise à compenser les différences de carrière constatées entre les hommes et les femmes. Des plaintes de pères pour obtenir des droits similaires ont abouti à une recommandation de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) et à une injonction de Bruxelles auprès du gouvernement français. La Cour de cassation a donné raison aux hommes au nom de l'égalité. Déjà, les fonctionnaires avaient fait les frais des dépôts de plaintes similaires car une femme fonctionnaire bénéficiait automatiquement de quatre trimestres supplémentaires pour un enfant. L'injonction a abouti et la majoration ne sera appliquée que pour les femmes fonctionnaires ayant eu des enfants avant 2004. Pour les autres, c'est l'un des deux conjoints qui bénéficiera de cet avantage à condition de s'être arrêté de travailler au moins deux mois après la naissance. Il n'empêche : Bruxelles poursuit aussi ses critiques sur les régimes de la fonction publique, considérant qu'il s'agit là d'un subterfuge, les femmes étant automatiquement « arrêtées » au moins deux mois pour le congé de maternité.

Fondamentalement, les intentions de Bruxelles, comme les tentatives du gouvernement, de réformer le régime des retraites des femmes s'inscrivent dans la remise en cause générale des régimes de retraites par répartition au profit d'assurances privées. D'ailleurs, le gouvernement n'a-t-il pas déclaré que la réforme se ferait sans augmenter le montant global des retraites ? Autrement dit, une égalité « par le haut » n'est évidemment pas envisageable pour lui. En réalité, tout est bon pour attaquer les retraites. En 1993, Balladur fait passer le nombre d'annuités de 37,5 à 40 dans le privé. En 1995, Juppé veut imposer la même réforme dans le public au nom – déjà – de l'égalité mais échoue grâce à la grève générale. Fillon réussira en 2003 dans la fonction publique et fin 2006 dans le secteur public. Ces réformes s'accompagnent d'un nouvel allongement généralisé (41 ans au



jourd'hui) et d'un système de décote sévère avec menace d'augmentation de l'âge légal de la retraite (on parle même de 67 ans!).

LES FEMMES, DES RETRAITÉES PAUVRES

Les femmes ont de toutes petites retraites (40% de moins que les hommes). En moyenne elles touchent 1020 euros par mois contre 1636 euros pour les hommes. Calculées dans le privé sur la base des 25 meilleures années, les montants des retraites fondent comme neige au soleil avec l'accumulation des années à temps partiel, pas vraiment choisi, où le salaire annuel a été réduit. Pourquoi ces différences ? Les femmes sont des travailleuses pauvres. L'inégalité professionnelle entre hommes et femmes reste, en effet, un problème majeur avec 24% de différence de salaires pour des postes similaires. Les femmes, de surcroît, sont souvent « orientées » vers les emplois les moins payés (secteur sanitaire et social, grande distribution, etc.) et les plus précaires. Par ailleurs, 40 à 44% des femmes (contre 86% des hommes) ont toutes leurs annuités. Avec la décote, le niveau de pension dégringole très vite pour tout trimestre manquant. Les femmes assurent le gros des tâches ménagères (80% du noyau dur), assurant de ce fait une double journée de travail (et de préoccupations) ce qui nuit souvent à leur carrière (absence de promotion). Les femmes prennent l'écrasante majorité des congés parentaux (98%) et des temps partiels.

Inversement, le mariage est plutôt bénéfique pour les hommes : toutes choses égales par ailleurs, un homme célibataire gagne 10% de moins qu'un homme en couple. Cette différence de rémunération est négligeable chez les femmes.

STOP À L'HYPOCRISIE

Nous sommes tentées de dire à la Halde qu'elle ferait mieux de râler sur les temps partiels imposés, les salaires trop bas, la précarité des femmes et l'absence de congé paternité décent. L'égalité se mesure d'abord dans ces domaines où les réformes ne vont que rarement dans le bon sens. De plus, les gouvernements successifs n'ont cessé de détruire les retraites et demandent maintenant aux couples de s'entredéchirer pour échapper à la décote. Nous avons d'autres réponses qui permettraient à tous et toutes de concilier vie privée et vie professionnelle en créant, à tous les niveaux, du collectif :
- un vrai partage des tâches domestiques, y compris l'éducation des enfants.
- des horaires de travail décents (pas de pause de quatre heures dans la journée).
- le maintien des maternelles, la création massive de crèches et, donc, la suppression des jardins d'éveil.
- une retraite à 37,5 annuités pour tous et la prise en compte des enfants, éventuellement pour les deux.
Nous refusons de partager les retraites de misère.

Emmanuelle Iro et Hélène Viken

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

HANDICAP ABSENT DES DÉBATS. L.M. : Le handicap est toujours une souffrance et on ne peut présager des réactions des personnes qui y sont confrontées. Sachant qu'un des militants du NPA est touché par le sujet et manifeste régulièrement sa souffrance selon de nombreux témoignages, je profite de cela pour vous rappeler que la personne handicapée est un être humain et qu'à ce titre il doit bénéficier d'une approche militante. Je souhaite que ce thème soit intégré dans le débat du NPA. Amicalement.

LE SAVIEZ-VOUS ? D.D. : Au ministère de la Justice, la direction des Affaires civiles et du Sceau compte des agents administratifs dont le travail consiste à valider les demandes de nationalité française émises par des étrangers, ou plus exactement, des personnes originaires d'autres pays, vivant ou non en France et qui se réclament français du fait de leur ascendance familiale. [...] Sauf que n'importe quelle pièce est versée aveuglément au dossier du

demandeur, comme, par exemple, une lettre de dénonciation d'un voisin raciste ! [...] Ce n'est même pas une requête venue d'en haut, mais un processus perçu comme normal par des agents administratifs étroits d'esprit ! Une lettre de dénonciation avec des termes comme « c'est un arabe qui viole ses filles... qui ne mérite pas de vivre en France, etc. » est une lettre qui, dans un monde juste, devrait être renvoyée par le ministère à celui qui l'a écrite en lui expliquant que sa victime peut porter plainte pour diffamation si elle est informée de sa démarche. Mais non, le ministère de la Justice considère que ce type de pièce, apparemment très courante, est un élément constitutif de leur enquête. Le ministère ne se contente pas de vérifier que votre grand-père est bien votre grand-père [...]. Non, le ministère joue le jeu des plus purs racistes de ce pays en toute impunité. Alors Maréchal, te voilà ?



LE N°3 DE TOUT EST À NOUS ! LA REVUE EST DISPONIBLE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous* !, 2, rue Richard-Lenoir, Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.
AU SOMMAIRE, le sommet de Copenhague, la répression en Iran, un dossier sur l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, un débat sur la prostitution, et bien d'autres articles.



« DÉSINTOX » CACHEZ CES MILLIARDS...

Alors que le gouvernement annonce un déficit de l'État colossal de 140 milliards d'euros, il faut bien reparler du plan d'aide aux banques. N'en déplaise à certains chroniqueurs de Libération.

Gc'est le principe de la rubrique « Intox/désintox », dans Libération : prendre en faute des dirigeants politiques sur ce qu'ils ont dit publiquement et montrer qu'ils chercheraient à embrouiller l'opinion.

C'est ainsi que le journaliste Cédric Mathiot a mis en cause une interview d'Olivier Besancenot sur France Inter le 21 septembre, à propos de la lutte contre la privatisation de La Poste. Olivier y opposait les raisons que le gouvernement avance pour justifier l'ouverture du capital de La Poste – un prétendu besoin de financements – au refus catégorique de l'État ne serait-ce que de rembourser ce qu'il doit à La Poste au nom de l'aménagement du territoire. Et tout naturellement, Olivier a opposé cette intransigeance aux 360 milliards d'euros que le gouvernement était prêt à offrir aux banques l'an dernier, et aux 105,7 milliards d'euros qu'il leur a versés à ce jour, d'après la Cour des comptes elle-même.

Le journaliste épingle Olivier sur le fait qu'il a affirmé que cet argent était donné, pas prêté. L'argent en question, affirme Cédric Mathiot, est prêté. Plus exactement la Société de financement de l'économie française (SFEF), créée par le gouvernement en octobre 2008, après l'éclatement de la crise) a emprunté sur les marchés financiers avec la garantie

de l'État pour prêter ensuite aux banques afin de pallier la paralysie du crédit interbancaire. Soit. Disons que le gouvernement avait ouvert une ligne de crédit de 360 milliards en faveur des banques, dont il a déjà débloqué près d'un tiers à ce jour. Sous forme de prêt certes, dont Cédric Mathiot affirme avec assurance que les banques commenceront à rembourser dès 2010. Fin septembre, BNP Paribas a même fait savoir qu'elle s'engageait à commencer à rembourser, dès ce mois-ci, les 5,1 milliards d'euros que l'État lui avait versés. Avec des intérêts même, ce qui faisait dire à Sarkozy il y a peu que la population y gagnerait! Mais quel artisan ou paysan, quelle petite entreprise pourrait rêver se voir allouer une ligne de crédit aussi somptueuse, au prix d'un taux d'intérêt même de 8%, alors qu'ils sont quasiment en faillite? Et en sachant de toute façon que, si leurs affaires ne s'amélioreraient pas, ils n'auraient pas à rembourser?

Puis, Cédric Mathiot affirme que « les sommes levées par la SFEF s'élevaient à 63 milliards au moment du rapport [de la Cour des Comptes]. Elles ont depuis grimpé à quelque 77 milliards. Cette somme n'est pas comptabilisée

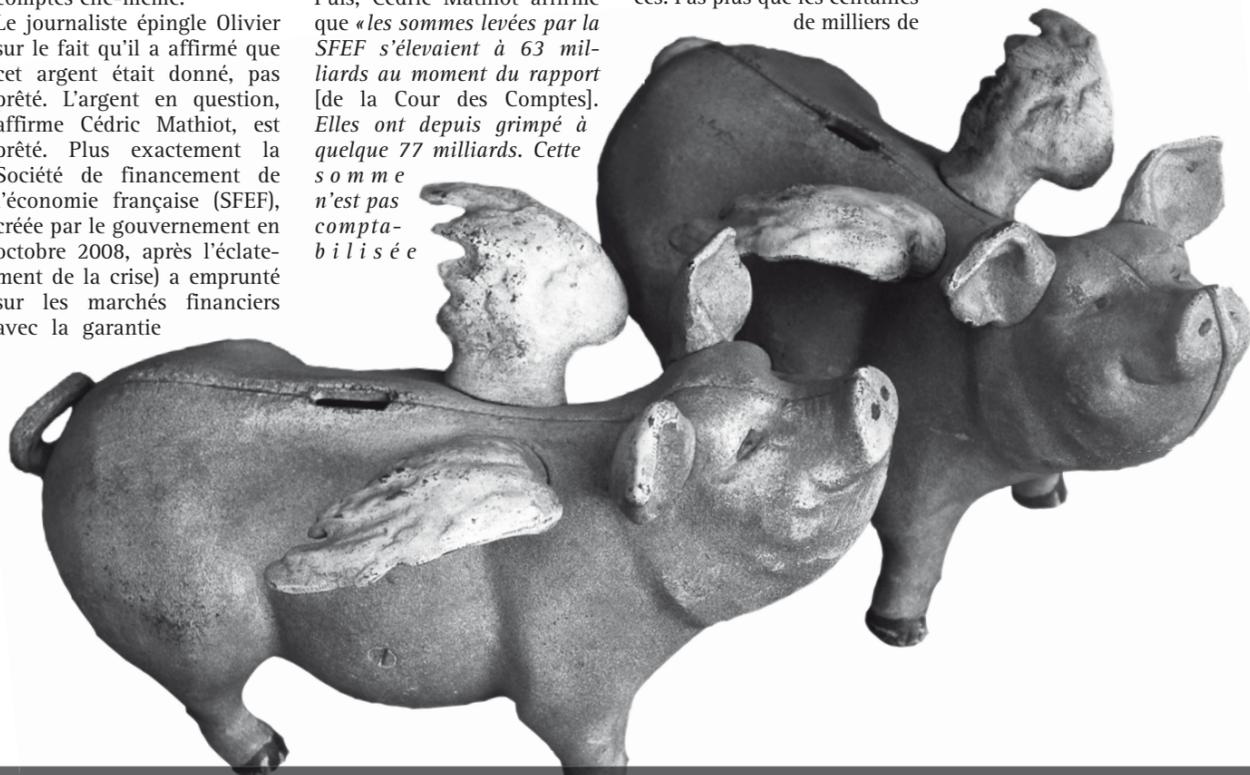
comme de la dette publique, la SFEF étant considérée comme un acteur privé. Sauf catastrophe et défaillance d'une banque – auquel cas la garantie de l'État pourrait être appelée –, l'opération ne pèsera pas sur le budget de la nation. » Alors que les autorités de l'Union européenne considéraient que les sommes levées par la SFEF devaient être comptabilisées dans la dette publique, le gouvernement français, qui avait un temps envisagé de privatiser la société pour contourner l'obstacle, a finalement obtenu gain de cause au mois de juillet dernier. Formellement, ces milliards ne sont pas comptabilisés dans la dette publique. Il n'en reste pas moins que le déficit de l'État a presque triplé en un an, de 56,2 milliards d'euros à 141! Et ce ne sont ni les services publics, santé, éducation, réduits à la portion congrue, qui en sont responsables, ni les fonctionnaires dont les salaires sont quasiment bloqués et les postes de ceux qui partent à la retraite non remplacés. Pas plus que les centaines de milliers de

salariés jetés à la rue depuis le début de la crise.

On nous répète aussi que c'est la diminution des recettes, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, qui expliquerait ce déficit record. C'est vrai, mais pour une partie tout à fait minime seulement! Cette manipulation des chiffres que ne relève malheureusement pas Cédric Mathiot est destinée à accréditer cet énorme mensonge selon lequel toute la population aurait intérêt à ce que les grosses entreprises engrangent encore plus de profits. Encore plus que les 25,5 milliards d'euros qu'elles ont réalisés pour le seul premier semestre 2009 malgré la crise, grâce à des centaines de milliers de licenciements et à l'intensification de l'exploitation.

Cédric Mathiot met décidément sa plume au service d'une bien mauvaise cause: masquer un gigantesque hold-up sur les finances publiques au profit des banques et des multinationales.

Galia Trépère



Pour les banques et les grosses entreprises, le gouvernement est toujours prêt à casser la tirelire. (PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO)

et aussi

RENCONTRE NPA-CGT. Le jeudi 1^{er} octobre, une délégation du NPA (Sandra Demarcq, Leila Chaïbi, Guillaume Liégar, Alain Pojolat, Anne Leclerc) a rencontré une délégation de la CGT (Alain Guinot, Francine Blanche, Patrick Le Pean). Après le refus de la CGT de participer au débat organisé à l'université d'été du NPA sur les mobilisations sociales, nous lui avons proposé une rencontre. Celle-ci a porté sur la situation sociale et les conceptions respectives des rapports partis/syndicats.

Sur la situation sociale, le NPA a fait part de son analyse de la durabilité de la crise et de ses effets continus en termes de licenciements et de précarisation. Nous avons insisté sur la nécessité de mobilisations d'ampleur qui soient à la hauteur des enjeux. La CGT a reproché au NPA de faire de l'ingérence, ces derniers mois, quant à l'orientation de la CGT, et a explicité ce que signifiait pour elle la non-confusion des rôles. Nous avons réaffirmé que nous n'avions pas

vocation à nous substituer aux syndicats, mais qu'en tant qu'organisation politique, porteuse d'un projet, nous avions un point de vue sur le type de revendications immédiates qui peuvent répondre aux attaques du Medef et à la politique du gouvernement. L'autonomie des syndicats pour défendre les salariés va de soi pour le NPA, mais rien n'interdit à une organisation politique de se poser la question des stratégies de mobilisation pour inverser les rapports de forces et infliger des défaites aux politiques actuelles du Medef et du gouvernement.

Il a été convenu de se revoir après le congrès de la CGT, auquel, comme d'autres organisations politiques, le NPA sera invité.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Nucléaire **FERMONS LA CENTRALE DE FESSENHEIM**

Malgré les efforts de la préfecture et du maire de Colmar, le rassemblement à l'initiative du réseau Sortir du Nucléaire a été une belle réussite. Le 3 octobre, près de 10 000 personnes ont bravé les cordons de CRS, les murs de plexiglas, les contrôles, les fouilles, dans une ville peu habituée à un tel déploiement de forces policières. On peut regretter cependant que ce gros rassemblement ne se soit pas transformé en manifestation afin de protester symboliquement contre le droit de manifester. Après ce succès, le débat est relancé : est-il raisonnable pour les populations et les salariés des centrales de maintenir en vie coûte que coûte des centrales vieillissantes,

dans lesquelles les risques d'incidents peuvent se multiplier dans les années à venir ? Est-il rationnel d'engloutir 20 milliards d'euros pour la prolongation des 58 réacteurs actuellement en activité en France ? À l'heure où la crise écologique et l'urgence climatique commandent de révolutionner nos modes de production et de consommation énergétiques pour s'orienter vers la sobriété et diminuer drastiquement nos consommations, la relance du nucléaire est une aberration écologique. Fermons Fessenheim pour ouvrir la voie à la sortie du nucléaire.



Colmar, 3 octobre, rassemblement pour la fermeture de la centrale de Fessenheim. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

LE CHIFFRE

308

milliards de dollars ont été transférés par les immigrés vers leur pays d'origine en 2008, soit trois fois le montant de l'aide publique que reçoivent ces pays. Ces chiffres sont publiés dans le rapport 2009 du Programme des Nations unies pour le développement qui souligne les bénéfices qu'apporte la migration du point de vue des indices de développement humain (IDH) dans les pays d'origine comme dans les pays d'accueil. Il déplore les entraves mises par les États développés à la libre circulation des personnes et recommande d'« ouvrir les canaux à des travailleurs moins qualifiés ».

POLLUTION ET PROFITS.

Le procès en appel de la catastrophe de l'Erika s'est ouvert lundi 5 octobre. En 1999, l'Erika, navire affrété sous pavillon de complaisance de Malte par Total, déversait en se brisant 20 000 tonnes de déchets de fioul lourd contenant un produit cancérigène sur 400 km de côtes du Finistère. La faune (150 000 oiseaux ont été tués) et la flore des zones côtières ont été détruites. En 2008, Total est condamné à 375 000 euros d'amende et 192 millions d'euros de dommages et intérêts. Total a fait appel tout en s'empresant de verser des indemnités à quelques victimes pour éviter qu'elles ne fassent appel. Mais la majorité des parties civiles, dont de nombreuses communes, n'ont pas cédé et demandent aujourd'hui des comptes pour le préjudice écologique subi. Total, qui fait plus de 12 milliards de bénéfices chaque année depuis 2005, doit payer.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

UN FAIT DIVERS, UNE LOI.

« L'assassinat aurait pu être évité », a déclaré François Fillon après le meurtre de la joggeuse avoué par un ancien condamné pour viol. Ce reproche adressé aux juges d'application des peines a relancé le débat sur la récidive. On s'attendrait ainsi à ce que l'État donne davantage de moyens à la justice, comme le demandent les magistrats, mais il n'en est rien. Michèle Alliot-Marie considère qu'il a manqué un contrôle, notamment policier, du prévenu libéré. Pour elle, la solution est d'étendre la castration chimique des délinquants sexuels pendant et après leur incarcération. Pour Sarkozy, spécialiste reconnu de la question, il faut retenir des condamnés jugés dangereux au-delà de leur libération. Un troisième projet de loi sur la récidive criminelle devrait être examiné en séance publique à l'Assemblée nationale le mois prochain.

LA HONTE DE LA RÉPUBLIQUE.

L'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva) organise une manifestation nationale samedi 10 octobre à Paris, pour que se tienne un procès pénal des empoisonneurs et que les victimes de l'amiante soient convenablement indemnisées. Il y a un siècle déjà, en 1906, le rapport de l'inspecteur du travail Auribault, alertait à Condé-sur-Noireau sur les poussières pernicieuses et mortelles de l'amiante. Un siècle d'une catastrophe sanitaire qui égrène l'épouvantable : dix morts par jour, sans jamais aucun procès pénal. Il aura pourtant fallu attendre 1997 pour que l'amiante soit interdite. Selon un rapport remis au Sénat, il y aura « entre 50 000 et 100 000 décès par cancer en France durant les vingt prochaines années, dont les deux tiers seront causés par un cancer du poumon et le troisième tiers par les mésothéliomes pleuraux. »

MAUVAISES SONDÉS

Révélation sur le crash de l'Airbus A330 d'Air France. Les messages automatiques envoyés avant la disparition mettent en évidence le mauvais fonctionnement des sondes Pitot, les instruments qui mesurent la vitesse de l'avion, une information vitale pour le pilotage automatique. Deux pilotes du syndicat de pilotes d'Air France mettent en cause le retard d'Airbus et d'Air France à réagir. Les sondes, fabriquées par Thalès, ayant connu des problèmes dès 2002, auraient dû être remplacées. Les pilotes n'auraient pas assez de formation pour réagir à cette panne, voire à des consignes erronées. Le groupe aérien obnubilé par ses profits supprime de nombreux emplois, et la gestion bureaucratique de la sécurité n'a pas permis de détecter le danger. Air France, en même temps qu'elle veut imposer le silence à ses salariés sur cette question, a lancé un audit externe.

CORBEIL ET LE FRIC.

Après avoir recompté les bulletins de vote, c'est avec 27 voix d'avance que la liste de droite de Dassault-Bechter a remporté dimanche les élections municipales de Corbeil-Essonnes contre la liste de gauche conduite par Michel Nouaille du PC et regroupant PS, Verts, LO, NPA. « C'est la quatrième victoire de M. Dassault contre les communistes », s'est félicité Jean-Pierre Bechter, l'homme de main du milliardaire, « il fera tout et je ferai le reste ». Et d'ajouter, « cette ville a avant tout besoin de nombreuses subventions exceptionnelles, nous comptons sur lui ». Une façon à peine voilée de désigner la méthode par laquelle le milliardaire, déclaré inéligible pour achat de voix, a réussi à renverser une situation qui aurait dû conduire à sa défaite. Dassault est riche, très riche, et les voix qui lui manquaient sont venues des quartiers les plus en difficulté comme celui des Tarterêts...

“ NO COMMENT ”
Serge Dassault continuera d'occuper son bureau à l'hôtel de ville.
JEAN-PIERRE BECHTER, NOUVEAU MAIRE UMP DE CORBEIL-ESSONNES

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr